

revue des sociétés

2
84



TABLE DES MATIÈRES

I. — DOCTRINE :

L'abus de minorité, par Martine BOIZARD	365
Le cumul des fonctions de dirigeant et de salariés dans les sociétés de capitaux en Allemagne, par Claude DUCOULOUX-FAVARD	381

II. — JURISPRUDENCE COMMENTÉE :

I. — Sociétés en général.

Groupes de sociétés, assignation délivrée à une société holding, action en justice dirigée en réalité contre une société filiale, cassation du jugement condamnant la filiale, Cass. com., 4 nov. 1987, note Paul LE CANNU	393
--	-----

Lettre d'intention, engagement de payer pris par la société-mère, nature, qualification par le juge, conflits de lois, pouvoirs des dirigeants d'une société, loi applicable, loi nationale de la société, Cass. com., 21 déc. 1987, note Hervé SYNDET	398
--	-----

II. — Sociétés anonymes.

Actions, titres sociaux, refus de voter la prorogation de la société par le nu-propriétaire, usufruitier, droits, atteinte, (non), art. 599, al. 1 ^{er} , C. civ., Cass. civ. 1 ^{re} , 8 mars 1988, note Alain VIANDIER	409
--	-----

Commissaire aux comptes, mission permanente, pouvoir général d'investigation, communication par un salarié de documents internes, faute grave, (non), Cass. soc. 24 mars 1988	414
---	-----

III. — Sociétés civiles.

Cautionnement, cautionnement donné dans l'intérêt d'une autre société, communauté d'intérêt, relation indirecte avec l'objet social, caractère commercial du cautionnement indifférent, Cass. civ., 15 mars 1988, note Yves GUYON 415

IV. — Groupement d'intérêt économique.

Groupement d'intérêt économique (GIE), membre, responsabilité envers les tiers, absence d'activité au sein du GIE, caractère indifférent, Cass. com., 1^{er} mars 1988 419

V. — Droit pénal des sociétés.

Société à responsabilité limitée, omission de dépôt au greffe du tribunal de commerce des comptes annuels, entrée en vigueur directive européenne prescrivant cette obligation non encore intégrée dans certaines législations européennes, question préjudicielle sur l'applicabilité actuelle de la règle soumise à la Cour de justice des Communautés européennes, tribunal de police de Fougères, 25 juin 1984, note Bernard BOULOC 420

VI. — Droit fiscal des sociétés.

Société civile immobilière, cession de parts sociales, charges augmentatives du prix de cession, avances obligatoires non capitalisées, remboursement, cession de créance, Cass. com., 22 mars 1988, note Christian LOUIT 427

VII. — Procédures collectives.

Redressement et liquidation judiciaires, personnes morales de droit privé, groupement d'intérêt économique, sociétés composantes, entité économique, redressement judiciaire unique justifiée, Versailles 16 déc. 1987, note Adrienne HONORAT 434

Redressement et liquidation judiciaires, sociétés, extension véritable, confusion des patrimoines, liquidation judiciaire directe (oui) Paris, 15 avr. 1988, note Adrienne HONORAT 436

III. — SOMMAIRE DE JURISPRUDENCE :

Somm. jurisp. par Yves GUYON	441
<i>Société anonyme</i> , administrateur, qualité, employeur, Cass. soc., 18 févr. 1988	441
<i>Société anonyme</i> , administrateur, cessation des fonctions non renouvellement, abus de droit, Versailles 2 déc. 1987	441
<i>Société anonyme</i> , commissaire aux comptes, responsabilité pé- nale, délit d'informations mensongères (L. 24 juill. 1966, art. 457), informations données au Procureur de la République, délit non constitué, Paris, 22 févr. 1988	441
<i>Société anonyme</i> , expertise de gestion, conditions de désignation de l'expert, Cass. com., 10 mai 1988	442
<i>Société anonyme</i> , expertise de gestion, conditions de désigna- tion de l'expert, caractère subsidiaire de l'expertise, Paris, 27 mai 1988	442
<i>Société anonyme</i> , augmentation de capital, appel public à l'épargne, visa de la C.O.B., injonction judiciaire, Paris, 28 mars 1988	443
S.A.R.L., gérant, cumul avec contrat de travail, Paris, 26 févr. 1988	443
<i>Société en général</i> , personnalité morale, associé, représentation (non), Bordeaux, 28 oct. 1987	443
<i>Société en général</i> , dirigeant, exercice des fonctions, repas d'affaires (non), Cass. soc., 17 févr. 1988	444
<i>Société en général</i> , dissolution, survie de la personnalité morale, durée, représentation de la société, liquidateur, mandataire <i>ad hoc</i> , Paris, 27 avr. 1988	444
<i>Société en général</i> , dirigeant, obligations, droit fiscal, responsa- bilité personnelle, Paris, 10 juin 1988	444

IV. — LÉGISLATION ET RÉGLEMENTATION :

Lois	447
Décrets	453

27 JUL 1989
488

TABLE DES MATIÈRES

V. — RÉPONSES DES MINISTRES AUX QUESTIONS ÉCRITES DES MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE ET DU SÉNAT :

<i>Société anonyme</i> : l'aliénabilité des actions de garantie (art. 36, L. n° 88-15 du 5 janv. 1988)	459
<i>Droit communautaire</i> : intégration du groupement européen d'intérêt économique dans la législation française	460
<i>Droit communautaire</i> : 1992 et le projet de création d'une société de droit européen	460
<i>Reprise d'une entreprise par des salariés</i> , conséquence du départ d'un cadre dirigeant principal	461
<i>Droit fiscal</i> , déduction fiscale des dons faits aux associations et pouvoir d'appréciation de l'administration	462
<i>Droit fiscal</i> , participation des salariés aux bénéfices de l'entreprise	463

VI. — BIBLIOGRAPHIE :

Comptes rendus d'ouvrages	465
Bibliographie thématique : Les clauses d'agrément	467
Actualités bibliographiques : articles et notes de jurisprudence	468
Sélection d'ouvrages et de monographies	468

VII. — INFORMATIONS :

Colloque	483
----------------	-----